

PARIS
1 franc 50 cent.
PAR VOIS.

DÉPARTEMENTS
3 fr. par mois

Les abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS.
75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies son
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GERANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Les Clubs anarchistes. — Par qui seront jugés les accusés du 15 mai ? — Actes officiels. — Décret relatif à la contrainte par corps. — Avis concernant les nouvelles élections. — Dernières nouvelles de Lyon. — Nouvelles importantes de l'Autriche. — Séance de l'Assemblée nationale. — Pacte fraternel avec l'Allemagne, reconstitution de la Pologne comme nation indépendante. — Alliance avec l'Italie. — Arrivée à Paris de l'ambassadeur de Londres à Madrid. — Insurrection à Naples. — Troubles de Lille. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles des départements. — Nouvelle proclamation aux habitants de Limoges. — Nouveaux renseignements relatifs à l'arrestation de Pierre Leroux. — Cours de la Bourse.

Paris, 24 Mai.

Les Clubs anarchistes.

Le Gouvernement vient de dissoudre les clubs Raspail et Blanqui : nous approuvons cette mesure ; seulement elle a été trop tardive. Il y a longtemps que le Gouvernement eût dû renverser ces tribunes de démagogie du haut desquelles des furieux fulminaient leurs anathèmes impies contre toute société et tout pouvoir. Il y a longtemps qu'on eût dû mettre un terme à ces excitations criminelles qui, plus qu'aucune autre cause, ont amené l'attentat du 15 mai.

La garde nationale elle-même s'est chargée de dissoudre le club Barbès et le club Sobrier ; le Gouvernement eût dû lui épargner cette tâche, et s'en charger lui-même. Il y a toujours inconvénient grave à laisser la force armée procéder elle-même à des mesures de sûreté générale et de salut public. Nous espérons que cet acte de la garde nationale ne se renouvellera pas ; nous nous rappelons les conséquences désastreuses qu'eut, en 1830, la fermeture, par la garde nationale, de la société des *Amis du Peuple*. Ce fut le prélude de la destruction du droit de discussion. N'oublions pas que c'est pour conquérir ce droit que la révolution de Février a été faite.

Nous avons vu avec joie la réprobation unanime dont l'Assemblée nationale a frappé la proposition de M. Isambert, qui supprimait virtuellement les sociétés politiques et nous ramenait au régime de mutisme que la révolution a fait cesser. Mais, si nous voulons que le droit de réunion soit respecté, c'est à la condition qu'il sera réglé, et que la liberté ne dégénérera pas en licence. Toute liberté qui n'est pas limitée par la raison et la justice est de l'oppression. Nous appelons donc une loi sur les clubs, une loi qui, tout en laissant un champ vaste à la discussion libre, sauvegarde la paix publique et les droits imprescriptibles de la société. La liberté est un besoin sans doute auquel il faut donner toute satisfaction légitime ; mais l'ordre n'en est pas un moins grand : c'est ce qu'il ne faut pas oublier.

Par qui seront jugés les accusés du 15 mai ?

L'instruction sur l'attentat du 15 mai se poursuit.

Mais avant d'aller plus loin, il est une question préjudicielle qu'il est important de résoudre. Par qui seront jugés les accusés ? Par le jury ? Par quel jury ? Par le jury trié, tel que nous l'avons eu sous l'empire, sous la restauration, sous la monarchie de 1830 ? Evidemment, cela n'est pas possible.

Commencera-t-on par modifier la loi du jury, et par la mettre en harmonie avec le principe républicain ? Admettons que cela soit fait ; nous disons qu'il n'y a pas un jury en France, de quelque manière qu'on le compose, qui puisse rendre un verdict impartial, indépendant, au sujet de l'attentat du 15 mai. Comment ! vous allez placer douze citoyens face à face d'un parti tout entier, d'un parti sanguinaire, implacable, qui n'a pas reculé devant la violation de la représentation nationale, qui ne reculera pas assurément devant aucun acte de vengeance et de représailles ? Non, cela n'est pas possible. Il faut constituer un tribunal assez élevé pour dominer et les hommes qu'il sera appelé à juger, et le parti que ces hommes représentent. L'Assemblée nationale seule peut remplir un tel rôle, suffire à une telle tâche.

Nous proposons donc que les accusés du 15 mai soient jugés par une haute cour nationale de douze membres, choisie par l'Assemblée nationale et prise dans son sein. Ce sera la nation elle-même

jugeant, par l'intermédiaire de ses représentants, les citoyens qui se sont constitués en révolte contre ses lois, contre sa volonté souveraine. Devant le verdict qu'un tel jury aura rendu, les accusés, leur parti, le peuple tout entier devront s'incliner.

Le moyen que nous indiquons nous paraît le seul applicable, le seul qui permette à la justice nationale d'avoir son cours, au procès d'aboutir à un résultat rationnel et de ne pas dégénérer en une cérémonie dérisoire.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Au nom du peuple français.

COMMISSION DU POUVOIR EXÉCUTIF.

La Commission du pouvoir exécutif,

Vu le décret du 9 mars dernier, portant que, dans tous les cas où la loi autorise la contrainte par corps, comme moyen, pour le créancier, d'obtenir le paiement d'une dette pécuniaire, cette mesure cessera provisoirement d'être appliquée ;

Considérant que ce décret n'a pas eu en vue de prohiber la contrainte employée comme moyen de répression, en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, ni de déroger aux lois spéciales qui autorisent, dans certains cas déterminés, l'arrestation préventive des délinquants ;

Que, si la prohibition pouvait être considérée générale et absolue, il en résulterait, notamment en ce qui concerne le département des finances, que la perception de l'impôt et la conservation des forêts nationales seraient gravement compromises, attendu que les délinquants forestiers et ceux qui contreviennent aux lois sur les douanes et les contributions indirectes étant, pour la plupart, complètement insolvables, l'administration, faute de la seule sanction pénale qui lui reste le plus souvent, se trouverait dans l'impossibilité d'empêcher la dévastation des forêts et de réprimer la fraude et la contrebande ;

Sur la proposition du ministre des finances.

Arrête :

Le décret du 9 mars 1848, sur la contrainte par corps, n'est pas applicable au recouvrement des amendes et réparations prononcées au profit de l'Etat en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, et ne déroge point aux lois spéciales qui autorisent, avant jugement, l'arrestation des délinquants.

Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de donner des ordres en conséquence.

Paris, le 19 mai 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

La Commission du pouvoir exécutif,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu l'art. 5 de la loi du 22 mars 1831,

Considérant que les compagnies d'artillerie et de cavalerie actuellement existantes dans la garde nationale de Saint-Etienne (Loire), ne présentent, dans l'intérêt du service d'ordre et de sûreté aucun motif d'utilité réelle qui justifie leur formation ;

Qu'en ce qui concerne spécialement la compagnie d'artillerie, son organisation était subordonnée par l'art. 58 de la loi du 22 mars 1831, à une autorisation préalable du Gouvernement, et que cette autorisation n'a pas été demandée ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les compagnies d'artillerie et de cavalerie de la garde nationale de la ville de Saint-Etienne (Loire) sont dissoutes.

Art. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil à Paris, le 23 mai 1848.

La Commission du pouvoir exécutif.

Depuis quelques jours, des hommes qui tendent évidemment à exciter des désordres se plaisent à répandre dans le public des bruits alarmants. La justice veille sur ces machinations, elle saura

les saisir et les désarmer ; le public doit se mettre en garde contre cette tactique qui n'est pas nouvelle.

On dit ou redit partout que la Commission du pouvoir exécutif a donné ou va donner sa démission ; que la Commission est dissoute. Il n'y a rien de vrai, rien de fondé dans tous ces récits qui ne doivent pas préoccuper un seul instant les esprits sérieux. (Moniteur.)

Paris, le 24 mai.

MAIRIE DE PARIS.

Le maire de Paris,

Vu le décret du Gouvernement en date du 22 mai courant, portant que les assemblées électorales du département de la Seine sont convoquées pour le 4 juin prochain, à l'effet de nommer onze représentants du peuple à l'Assemblée nationale, par suite de la démission des citoyens Béranger et Caussidière, de l'option des citoyens Dupont (de l'Eure), Marrast, Crémieux, Bethmont, Cavaignac, Pagnerre, Recurt et Bastide, et l'annulation de l'élection du citoyen Schmitt ;

Vu l'instruction du Gouvernement provisoire en date du 8 mars dernier ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont appelés à concourir, le 4 juin prochain, à l'élection des onze représentants du peuple qui doivent compléter la députation du département de la Seine à l'Assemblée nationale, les citoyens inscrits sur les listes publiées au mois d'avril dernier dans les douze arrondissements de Paris et dans les communes des deux arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

Sont aussi appelés à cette élection, les citoyens qui n'ont pas été inscrits sur ces listes et qui rempliront, avant le 4 juin prochain, les conditions définies par l'instruction du Gouvernement provisoire ci-dessus visée.

Art. 2. Il sera publié dans chaque mairie du département de la Seine, un tableau de rectification des listes d'avril ; ce tableau comprendra :

1° Les citoyens français qui auront accompli leur vingt et unième année au 4 juin prochain ;

2° Ceux qui, à la même époque, auront acquis six mois de résidence dans la commune, sauf les exceptions mentionnées aux paragraphes 4 et 5 de l'instruction du 8 mars, ci-dessus visée ;

3° Ceux qui auront obtenu des lettres de naturalisation ;

4° Ceux qui, remplissant d'ailleurs les conditions d'aptitude pour être électeurs, ont négligé de se faire inscrire sur les listes précédentes.

Pourront aussi être inscrits sur ce tableau les citoyens qui, ayant pris part aux dernières élections dans le département de la Seine, ont depuis, sans quitter ce département, transféré leur domicile réel dans une autre commune ou un autre arrondissement de Paris que celui où ils avaient précédemment voté.

A la suite de ce tableau seront portés les noms des citoyens qui, inscrits sur les listes d'avril, sont décédés, ceux qui sont privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques, ceux qui, déclarés en état de faillite par jugement, n'auront pas obtenu de concordat, ceux enfin qui auront changé d'arrondissement ou de commune dans le département de la Seine.

Art. 3. Tout citoyen qui demandera son inscription au tableau de rectification devra produire :

1° Pour constater son âge, un acte de naissance ou toute autre pièce authentique pouvant en tenir lieu ;

2° Pour constater les six mois de résidence, un certificat du propriétaire de la maison que le réclamant habite, constatant l'époque à laquelle remonte la location de cette habitation ;

3° Pour constater la naturalisation, un acte officiel ou une lettre d'avis du ministre de la justice ;

4° Pour constater le changement de domicile, dans le département de la Seine, un certificat du maire de l'arrondissement ou de la commune que le réclamant a cessé d'habiter, et constatant qu'il est rayé de la liste où il avait été précédemment inscrit.

Art. 4. Le tableau de rectification, arrêté le 27 mai courant à

minuit, sera exposé dans les localités ordinaires le lendemain 28, avec les listes dressées en avril.

Art. 5. Les réclamations contre la teneur de ces listes et du tableau seront reçues dans les mairies, du 28 mai au 1^{er} juin.

Ces réclamations, conformément aux instructions du Gouvernement provisoire ci-dessus visées, seront décidées à Paris, par le maire de l'arrondissement assisté de ses adjoints; dans les communes rurales, en conseil municipal, par le maire, qui fera, comme chaque maire de Paris, les rectifications nécessaires.

Art. 6. Les nouveaux électeurs, c'est-à-dire ceux qui seront inscrits sur le tableau de rectification, se rendront, suivant l'avis qui leur sera donné, à leurs mairies respectives où des cartes leur seront délivrées.

Les anciens électeurs qui auraient égaré les cartes qui leur avaient précédemment distribuées ou qui n'auraient pas retiré celles qui leur avaient été destinées, pourront se présenter à leur mairie, où elles seront mises à leur disposition.

Art. 7. Des arrêtés ultérieurs feront connaître les jours où les cartes seront délivrées, la division en sections des assemblées électorales, et les lieux où les électeurs se rendront pour voter.

Art. 8. Les maires des arrondissements de Paris et des communes rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 25 mai 1848.

Pour le représentant du peuple, maire de Paris,
Le maire adjoint, Edmond ADAM.

La légion de cavalerie est appelée à élire un colonel en remplacement du citoyen Trélat démissionnaire.

Les candidats à ce grade sont invités à se faire inscrire le plus tôt possible, soit à l'état-major de la légion, soit à la mairie de Paris.

Par arrêtés dont l'exécution est confiée au ministre de l'intérieur, la Commission du pouvoir exécutif vient de prononcer la dissolution des clubs établis sans Montesquieu et au Conservatoire de musique, et qui étaient présidés par MM. Raspail et Blanqui.

La Commission du pouvoir exécutif justifie cette mesure par ces motifs que le club Blanqui a contrevenu aux lois sur les réunions armées, rappelées dans la proclamation du gouvernement provisoire, et que les hommes qui, dans la journée du 15 mai, ont envahi l'Assemblée nationale et proclamé, à l'hôtel de ville, un gouvernement provisoire, sont partis du club Raspail et du club Blanqui, fait qui constitue le crime d'attentat prévu par les lois.

1^{re} DIVISION MILITAIRE. — (État-major général.)

Ordre de la division, du 21 mai 1848.

Officiers, sous-officiers et soldats,

Vous venez de prendre part à la grande fête patriotique qui réunissait aujourd'hui, près de nos représentants, dans une fraternelle union, les travailleurs de toutes les professions, la garde nationale et l'armée.

Votre belle tenue, votre bon ordre, fruit de la discipline, ont mérité les applaudissements unanimes : au milieu de la population de Paris et des délégués de la France entière, vous avez été salués par de sympathiques acclamations.

Le ministre de la guerre, au nom du pouvoir exécutif, m'a chargé de vous témoigner sa vive satisfaction. Recevez aussi mes remerciements.

En saluant avec enthousiasme la République et l'Assemblée nationale, qui en est la grande et vivante représentation, nous avons prouvé que le saint amour du pays nous guide et nous inspire. Que la patrie nous convie à ses fêtes populaires, ou qu'elle nous envoie à l'avant-garde pour sa défense, nous saurons montrer que tous, partout et toujours, nous sommes et serons ses enfants libres et dévoués.

Le général commandant la 1^{re} division militaire, FOUCHER.

Le *Moniteur* rectifie en ces termes une de ces fausses nouvelles dont certains journaux réactionnaires ne cessent de remplir leurs colonnes :

« Au milieu de critiques étranges sur le ministère de la guerre, un journal, qui se fait remarquer par la violence de son opposition au Gouvernement républicain, assure qu'on élabora dans cette administration un projet de décret : ce décret aurait pour but de disloquer l'armée en bataillons, disséminés sur toute la surface de la France, et qui ne formeraient des divisions, des brigades, même des régiments que par accident, en quelque sorte, et à mesure des besoins manifestés sur tel ou tel point de l'intérieur ou des frontières.

« Ces assertions sont autant de calomnies. »

On annonce que M. Bulwer, ambassadeur de Londres à Madrid, est arrivé hier soir à Paris.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ANGLETERRE. LONDRES, 22 mai. (Cité, trois heures moins 1/4.) Consolidés pour compte, 84 1/4 à 5/8. (Standard.)

— Depuis l'arrestation de M. Mitchell, tous les soirs les confédérés s'assemblent dans les divers clubs; ils se rendent en masse à la prison de Newgate. Arrivés là, et après avoir entouré l'édifice, les clubistes font halte; ils donnent trois salves d'applaudissements pour le prisonnier, ils se reforment en colonne, et ils s'en retournent en bon ordre militaire sans faire le moindre bruit, sans le moindre désordre. A entendre le pas régulier de ces hommes, dont la marche silencieuse est dirigée par des commandants militaires, on dirait un régiment de troupes de la reine qui passe; la garde ne marche pas mieux. Cette discipline fait honneur aux sergents instructeurs que défraie la confédération. Cependant, si ces clubs offrent un danger réel, il faut que le pouvoir exécutif les ferme par une proclamation, autrement on laisse le temps à la garde nationale de Dublin de s'organiser. On s'est borné jusqu'ici à cet avis des commissaires de police : « Les commissaires de police ayant reçu de nombreuses plaintes de la perturbation de la paix publique par des rassemblements qui se promènent dans les rues, obstruent les places publiques et font entendre des applaudissements d'une manière désordonnée, prémunissent, par les présentes qui il appartiendra, contre ces procédés. Tous les constables de la police ont ordre de prévenir ces obstructions et leur conduite désordonnée par tous les moyens en leur pouvoir.

« Par ordre : RICHARD. M. ARDUGH, secrétaire.

« Bureau de la police métropolitaine, Lower-Castleyard, 18 mai. »

Tous les clubs s'assemblent ce soir pour se concerter, afin d'assister à l'audience de la cour devant laquelle paraîtra M. Mitchell : lundi ou mardi l'audience sera présidée par M. le juge Moore et le baron Lefroy. M. Mitchell, assisté par MM. sir C. O. Loughler et Curron, doit se défendre personnellement.

On jugera par la lettre suivante des sentiments qui animent John Mitchell. Il écrit de sa prison. « La force morale et la patience et la persévérance ont été jetées aux vents du ciel. L'harmonie préférée aujourd'hui à toute autre par mes compatriotes, c'est le retentissement des armes et la détonation de la carabine.

« Pendant qu'assis à mon bureau, j'écris ces lignes dans ma cellule, j'entends encore le bruit des pas qui s'éloignent de 10,000 amis, mes braves confédérés, désarmés et silencieux, mais dont les cœurs sont tendus comme l'arc jusqu'à l'heure où la flèche doit partir...

« Ils viennent de passer sous mes fenêtres, les braves, pour me faire savoir qu'il y a dans Dublin 10,000 combattants, comme moi, félons de cœur et d'âme. J'en rends grâce à Dieu. La liberté de l'Irlande doit arriver, tôt ou tard, par les négociations pacifiques ou par la lutte sanglante; mais elle est sûre, et, quelque part que l'on m'envoie, j'entendrai le bruit que fera en s'écroulant l'esprit anglais, trois fois maudit! »

Le club du docteur Doyle a adressé à M^{re} Mitchell une lettre de protestation de dévouement. Les clubistes espèrent qu'il ne se trouvera pas en Irlande un jury assez corrompu, assez vil, assez traître pour condamner Mitchell.

M^{re} Mitchell a remercié le club d'une protestation de dévouement. « Jamais, a-t-elle répondu, mon mari ne déshonorerait votre cause ni la sienne, quoi qu'il arrive. Je n'ai jamais cru devoir, dans mon intérêt personnel, ni par crainte pour mes enfants, contrarier la ligne politique que mon mari croyait devoir suivre. Je ne le ferai pas davantage aujourd'hui. Mais qu'il me soit permis de dire aux confédérés de Dublin que s'ils laissent un des leurs, un confédéré, même n'ayant pris qu'une part insignifiante à leur cause, partir de l'Irlande chargé des fers du félon pour avoir défendu leur cause, ils commettraient un acte de la plus fatale folie; ils riveraient leurs chaînes plus fortement que jamais. »

ALLEMAGNE. DUCHÉ DE SAXE-WEIMAR. Eisenach, 15 mai. — Depuis une quinzaine de jours la duchesse d'Orléans habite ici quelques chambres dans le palais du grand-duc. Elle y vit extrêmement retirée et de la manière la plus simple. Sa suite se compose d'une seule femme de chambre. Ses deux fils ont un précepteur. La princesse fait avec ses enfants de fréquents promenades dans les charmants environs de notre résidence, et quand elle va en voiture, elle se sert d'un carrosse de louage.

On dit qu'elle passera ici tout l'été, et que peut-être même elle se fixera définitivement à Eisenach. On ajoute que, pendant les mois les plus chauds de l'été, elle occupera dans le château de la Wartbourg (où Luther a également demeuré) les trois petites pièces, où depuis longtemps les princes de la maison de Saxe-

Weimar avaient habitude de s'établir lorsqu'ils voulaient jouir des charmes de la solitude. Le bruit court même que Louis-Philippe en personne, compte venir très-prochainement s'établir à Eisenach par des motifs d'économie.

Nos contrées et la Thuringe en général continuent à jouir d'une grande tranquillité. A la différence de ce qui se passe sur tant d'autres points de l'Allemagne, l'attachement de nos populations pour notre maison régnante n'a pas failli, et notre nouveau ministre dirigeant, M. Wydenburgk, ancien avocat à Eisenach, possède la confiance générale. (Gazette d'Augsbourg.)

— Voici l'avis publié par le ministère : « Aujourd'hui, à neuf heures du soir, le ministère a reçu la nouvelle verbale inattendue, que S. M. l'empereur avait, par des motifs de santé, quitté la capitale avec l'impératrice, l'archiduc François-Charles, sa femme et trois princes, en se dirigeant sur Inspruck. Le ministère sous-signé, qui ne connaît pas les motifs et les circonstances de ce voyage, croit qu'il est de son devoir d'en faire part à la population de la capitale. Le ministère a considéré comme son premier devoir d'envoyer sur-le-champ, pendant la nuit, à S. M., un homme de confiance dans la personne du comte Hoyos, commandant en chef de la garde nationale, et d'exprimer le vif désir que la population fût calmée par le retour de l'empereur ou par un exposé sincère des motifs qui le rendaient impossible. Le même vœu ardent sera exprimé par le président comte Wilezek, qui est aussi parti. Le conseil des ministres reconnaît, dans ce moment important, le devoir sacré de porter toute son attention et toute sa sollicitude sur les intérêts de la patrie, et d'agir sous sa responsabilité, ainsi que l'exigent les circonstances. L'appui des citoyens et de toutes les personnes bien intentionnées les mettra à même de maintenir l'ordre et la tranquillité, et de contribuer à calmer les esprits. Tout ce que les ministres apprendront relativement à cet événement sera communiqué sans retard et fidèlement au public; et de même le ministère s'empressera de faire connaître tous les ordres directs ou communications qu'il pourrait recevoir du souverain. — Vienne, 17 mai. » (Suivent les signatures des ministres.) (Indicateur politique russe.)

— La nouvelle que l'empereur a quitté Vienne a occasionné, depuis ce matin, la plus grande agitation dans la capitale. Les habitants se sont prononcés à l'unanimité pour l'empereur et pour les membres de la monarchie constitutionnelle. Tout se réunit pour rétablir le plus promptement possible l'ordre, et une députation doit se rendre auprès de l'empereur pour lui exprimer le vœu général de le voir revenir. Le château et la capitale l'attendent avec la plus grande confiance. (Indicateur politique prussien.)

FRANCFORT, 20 mai. — Cinquante-cinquième séance de la diète germanique (du 19 mai). — L'envoyé de Prusse annonce que précédemment on n'a point retenu à Cologne, ni renvoyé les émigrants polonais venus de France, et que depuis que le transport gratuit a été limité aux Polonais originaires du grand duché de Posen, il n'est pas arrivé de nouvelles colonnes, et qu'un très-petit nombre d'émigrants ont été, sur leur demande, internés à Strasbourg. Un rapport de la Commission de la marine a fait connaître les mesures qui ont été prises pour défendre d'une manière efficace le littoral du nord de l'Allemagne. Dans le but de réaliser le plus promptement possible la liberté si nécessaire du commerce intérieur et d'organiser un grand système unitaire de commerce et de douanes pour l'Allemagne, la diète décide qu'il sera adressé à tous les Etats de la confédération, qui sont encore séparés par des systèmes de douane divers, à savoir : 1° à l'Autriche; 2° à la Prusse et aux Etats qui forment avec elle une union douanière; 3° au Hanovre et aux Etats formant avec lui l'union connue sous le nom d'Association des impôts; 4° au duché de Holstein; 5° aux deux duchés de Mecklenbourg; 6° aux villes libres et anseatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, l'invitation d'envoyer sans tarder à Francfort des experts pour discuter en commun les bases d'un système de commerce et de douanes, et proposer les moyens de le mettre à exécution. L'envoyé de Brunswick propose qu'il soit pris des mesures pour l'organisation uniforme de la landwehr à côté de la garde nationale. Cette motion est renvoyée à la commission militaire.

— La séance d'aujourd'hui de l'Assemblée nationale, suspendue à deux heures, a été reprise à quatre heures, à l'effet de former des sections pour la vérification des pouvoirs et d'élire les commissions. Il a été formé en tout quinze sections de vingt-six membres chacune. C'est à l'Assemblée nationale qu'est réservée la décision définitive pour le cas où une section conclurait à l'exclusion de tel ou tel membre. Deux motions, l'une de M. Rüder, l'autre de M. Venedey, tendant à ce que les élections contestées, ainsi que celles où il s'agit d'une question de principes, soient soumises à la décision définitive de toute l'assemblée, ont été rejetées à la majorité des voix. L'Assemblée a exprimé, en se le-

vant, ses remerciements au président d'âge. Sur la proposition de M. Grumbrecht, de Lunebourg, M. le président de Gagern a été chargé d'exprimer à la ville de Francfort les remerciements de l'Assemblée pour la réception solennelle faite à cette dernière. Avant la fin de la séance, M. de Raveaux, de Cologne, a fait une motion tendant à ce que l'Assemblée autorise les membres de l'Assemblée qui sont en même temps membres de l'Assemblée constituante prussienne, à accepter les deux élections à la fois. M. Raveaux a demandé que cette motion fût discutée dans une séance à fixer pour demain, attendu que le ministère prussien avait exigé l'adoption de l'une ou de l'autre élection.

Il s'est élevé de vifs débats sur la question de savoir si l'on devait procéder sans tarder à cette discussion, ou si, d'après le règlement définitif, l'affaire devait être renvoyée d'abord à une commission. Plusieurs membres, la plupart prussiens, entre autres MM. de Beckerath, Stedmann, etc., reconnaissent l'importance de la question, et, par cela même, la nécessité de l'examiner à fond; aussi recommandent-ils de se conformer au règlement. « Il serait regrettable, disent-ils, qu'un conflit éclatât entre les deux corps (l'Assemblée nationale et celle de la Prusse). » C'est sans doute pour le prévenir que la motion a été faite; mais, par cette raison même, elle doit être sérieusement prise en considération. Il ne faut pas, ajoutent les partisans de cette opinion, exciter de la défiance contre le gouvernement prussien; le retard ne préjudicie à rien, et il faut songer en outre que l'Assemblée nationale prussienne n'aura pas seulement à s'occuper de la question de la constitution, mais encore d'autres questions également importantes concernant la législation et l'administration intérieure. D'un autre côté, MM. Blum, Wiesner, Kollb et Grumbrecht, etc., insistent pour que la question soit discutée le plus tôt possible. Il a été décidé que la question serait ajournée à lundi.

(Journal de Francfort.)

HONGRIE. PESTH, 13 mai. — Le gouvernement de Vienne a cédé, en faisant revenir de la Gallicie six escadrons de hussards hongrois (les hussards du palatinat). Il dépendra de l'énergie de notre gouvernement d'empêcher toute tentative de réaction. Dans la Transylvanie, les esprits sont généralement disposés pour l'union avec la Hongrie. Le gouvernement autrichien profite des derniers moments de son influence dans cette province pour vider les caisses publiques et faire partir les soldats. Douze jeunes Hongrois seront envoyés en Prusse pour y faire des études administratives. On ne pense pas que le ban de la Croatie se soumettra aux ordres de l'empereur. Il est question d'une alliance entre la Hongrie et la Pologne (d'abord avec la Gallicie).

(Gazette de Breslau.)

ESPAGNE. MADRID, le 18 mai. — Bourse de Madrid du 18 mai. 3 p. 0/0, 21, pap. (après la bourse, 20 7/8 argent); 5 p. 0/0, 13 3/4 au comptant (après la bourse, 13 7/8 pap.).

Le brigadier Narcisse Ametler est rayé des cadres de l'armée pour s'être enfui de la place de Badajoz, où il avait été envoyé de quartier par le gouvernement.

On dit que le gouvernement a éloigné de Logrono quelques personnes suspectes, et l'on cite plus particulièrement le colonel Gurrea, secrétaire du duc de la Victoire.

— Hier, à quatre heures, M. Bulwer a reçu ses passeports avec ordre de quitter Madrid dans les quarante-huit heures. Il a fait passer dans la matinée une nouvelle note au duc de Sotomayor et il est parti. Avant son départ, des courriers ont été expédiés pour Londres par M. Bulwer et par le gouvernement espagnol rendant compte des dernières communications. Le général comte de Mirasol est parti pour Londres, afin de compléter de vive voix les détails écrits qui se trouvent consignés dans la dernière dépêche du duc de Sotomayor sur toute l'affaire avec M. Bulwer.

— On écrit de Séville, 14 mai : Hier, à neuf heures et demie du soir, peu après l'arrivée au théâtre de S. A. R. l'infant et de son auguste époux, un bataillon du régiment de Guadalajara, se dirigea, aux cris de Vive la République ! vers le quartier de cavalerie situé hors la ville. Là, quelques cavaliers se réunirent au bataillon, et, les rebelles, après avoir enfermé leurs officiers, retournèrent dans la ville, et firent une attaque principale dans le quartier où se trouvait le chef politique. Après un quart d'heure de feu, les révoltés étaient repoussés. Les insurgés, commandés par le chef de la sédition, Portal, commandant en second du corps, et fils du général Ocana, sortirent alors de la ville, et s'arrêtèrent à la barrière de Triana, d'où les troupes fidèles les délogèrent et les mirent bientôt en fuite.

(Heraldo.)

— Des lettres que nous avons reçues hier de Séville, à la date du 14 à midi, n'ajoutent aucun détail à la lettre précédente. La ville était tranquille et on ne remarquait pas le moindre symptôme de désordre. La population réprouvait unanimement la rébellion,

et tout le monde demandait ardemment le prompt châtiement des émeutiers.

(Idem.)

— Il paraît qu'on a arrêté, pour causes politiques, don Miguel Orten, ancien directeur de l'Espectador, qu'on avait cru mort, ainsi que don Carlos Villanueva et don Domingo Hernandez, chef des écuries de l'infant don Francisco de Paula.

— **Décret royal.** Prenant en considération les raisons que m'a exposées le ministre de la guerre, conformément à l'avis du conseil des ministres, je décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. Est prolongé d'un mois le terme fixé par l'art. 20 de mon décret royal du 17 avril dernier, pour que les généraux, chefs et officiers qui ont servi dans l'armée carliste, dans la dernière guerre, qui se trouvent soit dans, soit hors la Péninsule, puissent présenter leur demande pour obtenir de participer aux bénéfices de la convention de Bergara.

Art. 2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution de ce décret.

Donné au palais, le 15 mai 1848.

ITALIE. TURIN, 19 mai. — Le sénat est constitué comme il suit : Président provisoire nommé par le roi, S. Exc. le comte Gaspard Coller; vice-président, nommé également par le roi, S. Exc. le marquis de Brignole-Sale. (Gazette piémontaise.)

VENISE, 15 mai. — Un engagement assez important a eu lieu vers la Piave.

Udine a été reprise par les troupes italiennes; les portes de Trévisse sont fermées : personne ne peut y entrer ni en sortir. Les troupes italiennes augmentent de nombre.

Mais les Autrichiens sont plus forts en artillerie.

Hier a eu lieu un combat dont nous n'avons pas encore de détails; seulement les troupes italiennes ont eu le dessus et ont fait 500 Croates prisonniers.

On entend le canon d'ici, et de la tour de Saint-Marc, on voit, avec une longue-vue, le feu qui s'éloigne de plus en plus de la Piave, ce qui indique que l'avantage est de notre côté.

Aujourd'hui le chemin de fer a suspendu son service public, pour opérer le transport exclusif des troupes napolitaines et pontificales à Trévisse.

14 mai. — La situation empire. Les Autrichiens sont aux portes de Trévisse. Ils peuvent arriver d'un jour à l'autre à Mestre.

Venise n'est défendue que par trois bataillons d'infanterie, un millier de soldats de marine et la garde nationale.

Dans ce péril extrême, le gouvernement provisoire est déterminé à proposer au gouvernement de Milan la remise immédiate de Venise à la Lombardie, et à réclamer l'aide de Charles-Albert.

(Risorgimento du 20)

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

Les dernières nouvelles de Lyon nous annoncent la dissolution du corps désigné sous le nom hideux de *Voraces*, qui s'était formé, comme les montagnards, à Paris, en dehors de toute légalité.

Nous attendons que cet arrêté soit annoncé officiellement.

On lit dans le *Courrier de Lyon* du 22 mai :

« Le règne des *Voraces* est passé. C'est hier qu'il a été déclaré à ce corps armé en dehors de toute légalité qu'on se passerait dorénavant de ses services. A trois heures, le colonel de la garde mobile ayant rangé ses hommes en bataille dans la cour de la préfecture, devant les *Voraces* qui s'étaient également rangés en bataille, cet officier supérieur leur a fait part de la détermination de l'autorité qui met un terme à la mission qu'ils se sont donnée. Après cette communication, les *Voraces* ont évacué la préfecture, se dirigeant sur l'hôtel de ville pour y rejoindre ceux de leurs camarades qui y montaient la garde, et qui y étaient remerciés à peu près de la même manière. Tous ensemble ont pris le chemin de la Croix-Rousse.

« D'après les bruits en circulation, ils ont envoyé des émissaires dans toutes les directions pour rassembler du monde. Ils se réunissent aujourd'hui à Vaise. On leur attribue le projet d'une manifestation nouvelle pour demain. Avis au public !

« Les *Voraces* se sont livrés hier soir à quelques tentatives de barricades au abords de la Croix-Rousse. Presque partout ces tentatives ont rencontré une vive opposition dans la population ouvrière; sur quelques points même, de véritables conflits ont eu lieu à cette occasion. Aussi cet essai insurrectionnel n'a-t-il eu aucun succès.

— **NORD (Lille), 22 mai.** Quelques troubles ont eu lieu hier à Lille; des ouvriers sans ouvrage se sont portés sur plusieurs fabriques et ont forcé les travailleurs de se joindre à eux. La garde nationale a été convoquée et des pierres ont été lancées contre elle. Un coup de feu a été tiré par un garde national et a blessé

un ouvrier à la jambe; le chef du détachement a fait conduire à la préfecture ce garde national.

Une barricade a été élevée dans une des rues principales de Lille. Elle a été enlevée par la garde nationale; une collision a eu lieu sur ce point, mais personne n'a été blessé.

MOSELLE. — Dans la nuit du 7 au 8, vers dix heures du soir, entre Rohrbach et Sarreguemines, la voiture Lipmann et Braun, faisant le service de Metz à Strasbourg, a été attaquée par six malfaiteurs. A leur approche, le postillon, effrayé, prit la fuite, laissant le conducteur Stœkel aux prises avec ces misérables. Armé d'un bâton seulement, pris à l'un d'eux, Stœkel, meurtri de coups et après une lutte héroïque qui dura trois quarts d'heure, devint, grâce à son admirable sang-froid, maître du terrain, que ces bandits abandonnèrent, non sans avoir payé chèrement leur coupable action, qu'ils voulaient compléter en versant la voiture dans le fossé de la route.

On doit s'étonner de l'impassibilité avec laquelle quatre voyageurs qui occupaient la voiture assistèrent à cette lutte sanglante, laissant Stœkel exposé à une mort presque certaine; mais on ne saurait assez applaudir à la présence d'esprit, au courage et à l'incroyable énergie d'un homme sans armes, luttant seul contre six assassins. Nous l'avons vu arriver au relais, conduisant lui-même sa voiture, sanglant, le corps couverts de contusions et de blessures, les habits en lambeaux, et privé de sa plaque et de sa montre, qui lui avaient été enlevées.

— **HAUTE-VIENNE (Limoges), 20 mai.** — La proclamation suivante a été affichée sur les murs de notre ville :

Aux habitants de la ville de Limoges.

Citoyens,

La déplorable situation que les événements du 27 avril avaient faite à votre ville est depuis deux jours changée.

Une commission municipale, composée de cinq hommes de dévouement, qui, au plus fort de ses périls, n'ont pas désespéré de la chose publique, ont pris en main les rênes de l'administration municipale, et s'occupent sans relâche de faire cesser l'état de gaspillage auquel étaient livrées les finances de la commune.

L'ordre légal, déjà reconquis, se développe et se fortifie de plus en plus, à l'abri d'une force militaire imposante. Tous les pouvoirs ont repris la marche régulière qui peut seule rendre leur action utile et féconde.

Pour vous tous, citoyens, que de motifs de sécurité !

Aussi le calme et la confiance ont-ils tout à coup remplacé, dans vos esprits, les alarmes et les inquiétudes qui les troublaient journellement.

En présence d'un état de choses si rassurant, qu'il soit permis au commissaire que le Gouvernement de la République a momentanément placé à la tête du département de la Haute-Vienne, de faire appel aux sentiments de fraternité qui sont dans vos cœurs, et de vous demander, au nom de vos devoirs de citoyens, au nom des intérêts si souffrants de votre industrieuse cité, l'oubli des haines qui vous ont, depuis quelques semaines, divisés et rendus suspects les uns aux autres.

Dans une lutte à jamais déplorable, mais pure de toute effusion de sang, votre commissaire ne voit ni vaincus ni vainqueurs, mais de braves citoyens un moment divisés par des instigations étrangères, et c'est pour cela qu'il vous convie à une franche et sincère réconciliation.

Oui, réconciliez-vous, et bientôt le commerce, l'industrie, reprenant une activité nouvelle, répareront en peu de temps toutes les pertes, tous les malheurs de votre cité.

Fait à Limoges, en l'hôtel du commissariat, le 18 mai 1848.

Le commissaire du département de la Haute-Vienne,

F. DUCHÉ.

— **GIROUDE. Bordeaux.** — Il y a en ce moment à Bordeaux des agents mystérieux des clubs de Paris; ils ont été envoyés dans le but sans doute de sonder l'opinion du peuple et de chercher à la tourner dans le sens de la démagogie. Ils doivent s'être aperçus déjà qu'ils se donnent à cet égard une peine inutile. Le peuple de Bordeaux est ami de l'ordre, du travail, et ne ressemble en rien aux êtres sans aveu qui pullulent dans les faubourgs de la capitale.

Le peuple bordelais n'a pas hésité à manifester son indignation de l'attenta commis contre la représentation nationale. Son excellent esprit s'est révolté à l'idée que des misérables cherchent à faire revivre une époque de crimes objet de l'exécration de tous les bons citoyens, de tous les honnêtes gens. Ce n'est pas à Bordeaux que les anarchistes eussent pu trouver des complices, s'il leur eût été donné de triompher. On le sait depuis longtemps à Paris. Les émissaires honteux qui ces jours-ci ont parcouru notre ville, peuvent le certifier de nouveau à ceux qui les ont envoyés.

(Guyenne.)

Troubles à Naples.

Une dépêche télégraphique annonce des troubles graves à Naples.

Des lettres arrivées aujourd'hui confirment la teneur de cette dépêche. Il paraît que la lutte entre l'insurrection et les troupes a été des plus vives et qu'elle a duré six heures. 400 soldats seraient restés sur le terrain. Les troupes auraient fini par l'emporter.

Les mêmes lettres ajoutent, chose épouvantable, et dont nous aimons encore à douter, que le gouvernement aurait accordé aux troupes un pillage de plusieurs heures. Les magnifiques villas, les palais qui s'étendaient jusqu'à la mer, ne sont plus, dit-on, qu'un monceau de cendres.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 24 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

La séance est ouverte à une heure.

Le procès-verbal est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai reçu du prince de Joinville des observations contre le projet de loi relatif à Louis-Philippe et à sa famille. Je vais en donner lecture.

L'Assemblée ordonne le renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi.

M. Waldeck-Rousseau présente le rapport sur la proposition de M. Billault, tendant à ouvrir une enquête sur la situation du travail dans toute l'étendue de la République.

Le rapporteur conclut à l'adoption de la proposition.

La discussion est renvoyée à demain.

M. Léon Faucher propose un crédit de dix millions pour fournir au ministre des finances des moyens d'ouvrir des travaux de terrassements sur diverses lignes de chemin de fer.

Les ouvriers des ateliers nationaux qui ne seront pas originaires de Paris, seront dirigés sur les points où s'ouvriront ces travaux. Il leur sera remis à cet effet des feuilles de route.

Renvoi à la commission des travailleurs.

M. Dornès présente le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à Louis-Philippe et à sa famille.

Il conclut à l'adoption pure et simple.

La discussion aura lieu après-demain.

M. Adelsward lit un projet, ayant pour but de concentrer entre les mains d'un commandant unique, toutes les forces de la capitale, de manière à établir l'unité sans laquelle il ne saurait y avoir ensemble et force. Je crois la mesure urgente, et je demande à développer ma proposition immédiatement à la tribune. Elle est déposée depuis trois jours et appuyée par cinq membres.

M. de Tillancourt demande le renvoi à la commission chargée d'examiner la proposition du pouvoir exécutif sur le même sujet.

Ce renvoi est ordonné.

Un membre lit un projet relatif à la taxe des lettres.

Renvoi au comité chargé d'examiner la proposition de M. Saint-Priest sur la même matière.

M. d'Adelsward propose à l'Assemblée d'ordonner l'examen des titres des officiers de la garde nationale mobile à cheval. (Réclamations.)

M. d'Adelsward se prépare à lire quelques-unes de ces nominations. Il est interrompu, et l'Assemblée décide que la question sera discutée demain.

M. Séguin fait le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi qui autorise diverses villes à s'imposer extraordinairement.

L'Assemblée, vu l'urgence, passe à la discussion immédiate de ce projet de loi.

Les divers articles de ce projet sont successivement adoptés.

L'ensemble du décret est ensuite adopté.

M. Ducos dépose le rapport sur les dépenses des ateliers nationaux.

Divers membres déposent des adresses de leurs départements respectifs sur les événements du 15 mai.

Un membre demande que l'Assemblée nationale fasse l'abandon d'une journée de travail au profit des familles des gardes nationaux tués dans le passage Molière.

Cette proposition sera discutée demain.

M. Emmanuel Arago demande un congé de huit jours pour raffermir sa santé ébranlée.

Le congé est accordé.

Le rapporteur du comité des affaires étrangères présente, au nom du comité, la rédaction suivante de l'ordre du jour sur les interpellations d'hier :

« L'Assemblée nationale invite le pouvoir exécutif à prendre pour règle de sa conduite le vœu exprimé hier par l'Assemblée, et qu'elle résume ainsi : pacte fraternel avec l'Allemagne, reconstitution de la Pologne comme nation indépendante ; alliance avec l'Italie.

Cette rédaction est adoptée à l'unanimité.

M. Charbonnel a la parole pour développer la proposition sur l'amélioration des travailleurs.

L'orateur s'en réfère au comité qui sera chargé d'examiner sa proposition.

Renvoi au comité des travailleurs.

M. Sabathier fait hommage à l'Assemblée des *OEuvres des frères Auguste et Victorin Fabre*.

M. Montreuil propose un emprunt de 500 millions destinés à des défrichements et à la colonisation de l'Algérie.

Cette proposition sera développée demain.

M. Ducos présente le rapport du comité des travailleurs sur les allocations réclamées pour les ateliers nationaux et l'ouverture de divers travaux. Ces allocations s'élèvent à la somme de 7,500,000 fr.

La commission propose des réductions sur divers articles de ce crédit

et l'augmentation de celui qui concerne les réparations des grandes voies de communication. C'est une œuvre digne de notre République ; elle a le mérite de pouvoir se réaliser sur-le-champ et de se répartir sur une vaste étendue de territoire. Le projet de décret ayant été présenté d'urgence, il a été impossible à la commission d'approfondir les objets de plusieurs allocations montant à 2 millions. Le ministre, de concert avec la commission, a consenti à ajourner cette partie du projet.

La commission a également fait ajourner l'allocation demandée pour l'établissement de l'école d'administration. Elle n'a pas voulu, par un vote d'urgence, trancher une question de principe.

En résumé, le crédit pour les routes nationales, pour lequel le ministre demandait 1 million, est élevé à 5,500,000 francs.

M. le rapporteur exprime, au nom de la commission, le vœu que les ateliers nationaux ouverts à Paris fassent le plus tôt possible place à l'établissement de travaux utiles et spéciaux. En attendant et vu l'urgence, la commission propose l'adoption du crédit de 2 millions demandé pour cet objet.

Vu l'urgence, la discussion est ouverte.

Un membre pense qu'avant d'entreprendre de nouveaux travaux, il conviendrait de terminer les travaux commencés.

Divers orateurs présentent des observations sur les travaux spécifiés dans le projet de loi. Ces observations purement locales, sont dépourvues d'intérêt.

Un membre propose l'ajournement de divers articles du projet relatifs à des travaux de canalisation.

Cette proposition n'a pas de suite. L'Assemblée rejette l'article relatif à la navigation de la Marne et du Lot.

Les autres articles sont adoptés ainsi que l'ensemble du décret.

L'ordre du jour est épuisé.

La Chambre règle son ordre du jour de demain.

La Chambre s'ajourne à demain à une heure.

La séance est levée à quatre heures.

NOUVELLES DIVERSES.

Par décret de la commission du pouvoir exécutif, le général de brigade Duvivier est nommé général de division.

— Le comité d'administration départementale et communale a nommé pour président le citoyen Havin, pour vice-président le citoyen Manuel, et pour secrétaires les citoyens Jules Richard et Célestin Lagache.

— Les comités de la justice, des cultes, des affaires étrangères, de l'instruction publique, du commerce et de l'industrie, de la marine, de la guerre, des colonies et de l'Algérie, et de législation, se réuniront, mercredi 24 mai, à dix heures du matin, pour leur constitution.

— Hier mardi, la Commission du pouvoir exécutif a reçu les députations des Vosges et d'Indre-et-Loire, qui sont venues assurer le Gouvernement de leur sympathie et de leur dévouement à la République.

— Avant-hier, un accident, qui heureusement n'a eu aucune suite fâcheuse, est arrivé dans la gare de La Chapelle, au chemin de fer du Nord.

Deux convois de marchandises arrivaient à la rencontre l'un de l'autre sur deux voies différentes. L'aiguilleur, par un mouvement mal entendu, les remit sur la même voie, et il en résulta un choc terrible. Quatre ou cinq wagons ont été brisés, ainsi qu'une des locomotives. Les mécaniciens qui les conduisaient n'ont éprouvé aucun mal.

— Lundi, à minuit, M. Boudrot, commissaire de police attaché aux délégations judiciaires, a été chargé de procéder au transfèrement dans la maison de justice la conciergerie, de MM. Courtais, Sellier et Deschamps, jusqu'alors détenus au Petit-Luxembourg. M. Courtais paraissait fort calme ; il se plaignait seulement de ce qu'on ne le laissât pas au Luxembourg, où il avait obtenu la facilité de vivre avec sa famille. La contenance des deux autres était très-abattue.

— Le citoyen Pagnerre a adressé la lettre ci-après au sous-directeur du comptoir national d'escompte :

« Citoyen sous-directeur,

« J'apprends qu'un employé du comptoir national d'escompte, nommé Gustave Gilles, a, dans une lettre insérée par le journal la *Presse*, demandé le rétablissement de la royauté déchue. Je vous invite à signifier immédiatement à cet employé sa révocation.

« Le directeur du comptoir national d'escompte.

« PAGNERRE. »

— On assure que M. Courtais a choisi M. Bethmont pour son défenseur.

— Dans une affaire jugée aujourd'hui par le jury, nous avons eu un exemple de courage d'autant plus rare qu'on le rencontrait chez une femme. La femme Labbé, demeurant au quatrième étage d'une maison sise rue Pavée-Saint-Sauveur, 19, était tranquillement occupée à son ménage, quand on frappa discrètement à sa porte. Elle ne répondit pas à cet appel, et se mit instinctivement sur ses gardes, s'arma d'un couteau de cuisine et se posta près de la porte en appuyant la main sur le loquet. Ce loquet

s'ouvre du dehors avec une ficelle. On fit un effort pour ouvrir, et la ficelle cassa.

La femme Labbé devint de plus en plus attentive à ce qui allait se passer. Bientôt elle vit paraître à ses pieds le bout d'une pince en fer dite *monseigneur*, et on fit un effort pour soulever la porte sur ses gonds. A ce moment, la femme Labbé ouvrit résolument sa porte et se trouva face à face avec un individu de mauvaise mine, à qui elle demanda avec fermeté : « Que faites-vous là ? qui êtes-vous ? que voulez-vous ? »

Le voleur se troubla devant cette attitude résolue et prit la fuite. La femme Labbé le poursuivit en criant : « Au voleur ! » et ce malheureux fut arrêté.

C'était Charlier, l'accusé qui comparait devant le jury. Amené au poste, il trouva le moyen de déchirer le passeport qu'il avait sur lui, mais il ne put en faire disparaître les morceaux. On les réunit et l'on sut à qui l'on avait affaire.

Cet individu a déjà subi plusieurs condamnations, notamment une de sept années de travaux forcés qu'il a expiée au bagne de Brest.

En présence du flagrant délit et des antécédents qui le constituaient en état de récidive, Charlier, sur les réquisitions de M. l'avocat général Meynard de Franc, a été condamné à vingt années de travaux forcés.

Il avait pour défenseur M^r Armand. (*Gaz. des Tribunaux.*)

Voici la lettre que publie le *Représentant du Peuple* :

Paris, le 25 mai 1848.

Monsieur,

La *Presse*, non contente d'avoir raconté à sa façon l'arrestation de Pierre Leroux, annonce très charitablement aujourd'hui son transfèrement à Vincennes.

Cette seconde version, pour être moins dramatique, n'est pas plus exacte que la première.

Le brave philosophe de Boussac, l'auteur si logique du *Carrosse de M. Aguado*, est à la Conciergerie, en la bonne compagnie de MM. Courtais, Rey, Deflotte, etc., etc. Mais que ses nombreux amis se rassurent : demain ils pourront tous lui serrer la main chez moi ; car, d'après le dire de M. le juge d'instruction, demain très-probablement Pierre Leroux sera mis en liberté.

Salut et fraternité.

Gustave SANDRÉ,

Rue Percée-Saint-André-des-Arts, 11.

Un travail fort curieux et plein d'actualité a paru ce matin sous le titre de *La Police de Paris, nécessité de réorganiser son personnel, et de moraliser son action*. L'auteur, M. Horace Raison, a pris pour épigraphe ces paroles de M. Trouvé-Chauvel, à la séance du 16 de ce mois. « Je demande que l'Assemblée invite la Commission exécutive à prescrire la réorganisation de la préfecture de police ! »

Les vues de M. Raison, dictées par une profonde connaissance de la matière, seront, sans aucun doute, d'un grand secours au nouveau préfet de police, M. Trouvé-Chauvel.

LE JOURNAL POUR RIRE, format des *Débats*. — Plus de 4,600 dessins comiques dans l'année. *Caricatures sur la politique, les mœurs, les travers, les ridicules, les systèmes insensés ou dangereux*, etc. — Prix : pour trois mois, 4 fr. ; pour un an, 15 fr. — Les personnes qui s'abonnent pour un an, du 1^{er} mai, reçoivent gratis les trois premiers mois du journal (février, mars et avril) ; c'est donc 15 mois pour 15 francs.

Paris, AUBERT et C^e, place de la Bourse. — Départements, aux bureaux des grandes messageries.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschappelles et O'Reilly. Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

Bourse de Paris du 23 Mai.

FONDS FRANÇAIS.

3 0/0.....	48 »	5 0/0.....	69 50
4 55 50		Banque de France.....	1260 »
4 1/2.....	»	Oblig. de la ville de Paris.....	» »

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	»	Famponx à Hazebrouck.....	» »
Obligations anc.....	»	Avignon à Marseille.....	225 »
— nouv.....	»	Strasbourg à Bâle.....	87 50
Versailles (rive droite).....	120 »	Obligations.....	» »
Obligations anc.....	»	Mulhouse à Thann.....	» »
— nouv.....	»	Bordeaux à la Teste.....	» »
Versailles (rive gauche).....	100 »	Montpellier à Cette.....	» »
Paris à Orléans.....	562 50	Cette à Bordeaux.....	» »
Obligations.....	»	Paris à Sceaux.....	» »
Orléans à Bordeaux.....	597 50	Montereau à Troyes.....	120 »
à Vierzon.....	268 75	Amiens à Boulogne.....	» »
Paris à Rouen.....	410 »	Dieppe à Fécamp.....	» »
Obligations.....	»	Paris à Lyon.....	505 75
Rouen au Havre.....	210 »	Tours à Nantes.....	557 50
Obligations.....	»	Paris à Strasbourg.....	555 »
Nord.....	562 50	Andrézieux à Roanne.....	» »

CANAUX.

Quatre Canaux.....	760 »	Canal de Bourgogne.....	» »
Jouissance.....	»	Jouissance.....	» »
Trois Canaux.....	»	Canal de la Sambre.....	» »

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.